

D'autres se consolent en se disant que plus il partira de Canadiens, plus considérable sera la part de boustifaille qui reviendra à chacun de ceux qui resteront au pays.

Ce profond raisonnement d'une haute portée économique a été lestement relevé par un correspondant du *Moniteur du Commerce*, qui, après l'avoir poussé jusqu'à ses dernières conséquences logiques, concluait ironiquement en disant que si un autre million de Canadiens pouvait s'en aller aux Etats-Unis, le revenu annuel de chaque Canadien non émigré se trouverait doublé par le fait.

Ils sont jolis les conseils que l'on a donnés aux Canadiens pour les empêcher d'émigrer. D'abord, on les a fait voter pour la protection qui les appauvrit chaque année de plus en plus.

Les défenseurs de ce système absurde allèguent que les Etats-Unis ont un tarif beaucoup plus élevé que le nôtre. C'est vrai, mais tous les Etats de l'Union jouissent entre eux du libre échange que la diversité des produits rend très avantageux.

D'ailleurs, le fardeau de la protection pèse moins lourdement sur 65 millions d'individus que sur cinq millions de consommateurs échelonnés sur une frontière de 4000 milles, et divisés en groupes isolés par d'énormes distances.

On a beaucoup insisté pour décider les Canadiens à se faire colons au lieu d'émigrer; mais la plupart de ceux qui leur donnaient ces conseils n'avaient du colon que le style.

Il suffisait de les lire pour se convaincre que, si l'agriculture manque de bras, c'est qu'une foule d'individus, que la nature destinait évidemment à la noble profession de défricheurs, passent leur temps à écrire et ne font pas le moindre petit défrichement.

Et lorsque le colon, le vrai, celui qui travaille et qui n'a pas le temps d'écrire, se mettait à la recherche d'une terre à défricher, il constatait que dans toutes nos immenses étendues de forêts il lui était impossible d'acheter du gouvernement un seul lot ayant quelque valeur et étant situé dans un endroit accessible à la civilisation.

Tout notre domaine public a été partagé entre les spéculateurs de mines et de cantons de bois. Nos ressources n'en sont pas mieux exploitées pour cela. Au contraire, les favoris des gouvernements ne sont pas des industriels; ce sont tout simplement des individus qui n'ont pas le sou et qui empêchent les industriels de développer les ressources du pays; qui immobilisent nos richesses naturelles, jusqu'à ce que quelqu'un juge à propos de leur donner une petite fortune pour les privilèges qu'ils ont reçus gratuitement de ceux qui nous gouvernent.

L'usure, la rage d'appauvrir son voisin, les idées étroites et mesquines que l'on cultive avec soin, le culte de la richesse bien ou mal acquise, le manque d'initiative, le servilisme envers l'escroquerie triomphante, l'horreur du progrès, la concurrence injuste que les communautés religieuses font non-seulement aux instituteurs laïques, mais aux artisans de toutes les catégories, les répartitions forcées pour construire des églises somptueuses et des presbytères princiers dans des paroisses pauvres; la protection

qui ne protège que le monopole et écrase le consommateur; les taxes et les contributions sous toutes les formes; la privation d'un marché avantageux pour nos produits et par-dessus tout notre état de dépendance coloniale, voilà quelques-unes des causes de cette émigration qui depuis dix ans nous a enlevé un million et demi d'individus.

On vient de voter encore \$200,000 pour l'immigration. Peine inutile. Si les enfants du sol ne peuvent vivre en Canada, les étrangers ne les remplaceront que temporairement.

Ceux qui se plaignent de ce que les Canadiens émigrés n'ont pas suivi leurs conseils devraient bien, une bonne fois, suivre les conseils des Canadiens qui émigrent, et faire disparaître les vieux abus au lieu de s'entêter à dire que la vie est plus facile au Canada qu'aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, presque tout le monde a vécu aux Etats-Unis, à l'exception de ceux qui vivent aux dépens du public canadien. La plupart de ceux qui s'en vont savent parfaitement à quoi s'en tenir sur leur pays d'adoption et sur celui qu'ils quittent à regret.

Essayer de les tromper pour les retenir, c'est entreprendre une tâche beaucoup plus difficile que celle qui aurait pour but d'améliorer le sort du peuple canadien.

IGNOTUS.

## UN PROGRAMME POLITIQUE

### IV

Je disais dans mon premier article que le temps était venu de parler sérieusement à l'électorat canadien de l'indépendance politique du pays. On ne saurait demander une occasion plus propice que celle qui se présente.

Conformément aux promesses faites par Sir John Macdonald au moment de la dernière dissolution des Communes, des ministres d'Ottawa se rendirent dernièrement à Washington dans l'espoir d'entamer avec le cabinet américain des négociations relativement à la réciprocité douanière entre les deux pays. Car il est bon de remarquer qu'ici tout le monde veut de cette réciprocité; la seule différence à ce sujet entre les libéraux et les conservateurs-libéraux, c'est que ces derniers la veulent limitée et que les premiers la préféreraient illimitée.

On sait l'accueil que nos ministres trouvèrent à la capitale des Etats-Unis. A peine les pourparlers avaient-ils commencé dans les salons du Secrétariat d'Etat, que M. Blaine demanda à nos ... j'allais écrire le mot *plénipotentiaires*, oubliant, hélas! que le Canada n'a pas le droit dont jouissent la république de Costa Rica avec ses 185,000 habitants, et celle de Libérie avec sa population de 18,000 nègres civilisés, d'envoyer et de recevoir des plénipotentiaires. Je devrai donc me contenter de dire que M. Blaine demanda à nos ministres s'ils étaient autorisés à traiter. M. Foster et ses compagnons de voyage durent avouer qu'ils n'avaient pas songé à obtenir de l'Angleterre l'autorisation de négocier une convention commerciale avec nos voisins. "En ce cas," répondit M. Blaine avec une teinte